Avis conforme n°221/2024

Saisine par autorité administrative : *Mairie de Champoléon*
Numéro de dossier : *DP n°00503224H0003*
Pétitionnaire : *– FFCAM*
Adresse : *256 Rue de la République 73000 CHAMBERY*
Localisation : *Parcelle E145 – Refuge du Pré de la Chaumette – Champoléon*
Nature de la demande : *Installation de PPV au refuge du Pré e la Chaumette*
Dossier suivi par : *Annick MARTINET – Frédéric SABATIER*

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 et R331-19-I ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 7 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°12 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande de déclaration préalable n°00503224H0003 déposée en Mairie par la FFCAM le 27 juillet 2024, réputée complète par la Mairie le 27 juillet 2024 et reçue le 26 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil scientifique du Parc national des Écrins en date du 19/06/2024 ;

Considérant que pour palier à la disparition de la piste d'accès au refuge permettant le ravitaillement hebdomadaire, la FFCAM souhaite équiper le refuge en appareils de stockage froids aujourd'hui absents de l'équipement mis à disposition des gardiens.
Ils nécessitent un apport d'énergie supplémentaire et dans l'attente de la création de la pico-centrale en cours d'étude, le projet consiste donc en la pause des 2 PPV temporaires pour éviter l'utilisation du groupe électrogène ;

Considérant que l'installation du dispositif de panneaux photovoltaïques répond à l'amélioration de l'alimentation du refuge en énergie renouvelable ;

Considérant que l'installation réversible ne remet pas en cause la qualité architecturale du bâtiment ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 12 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *11° ayant pour objet ou pour effet de réduire les impacts paysagers ou écologiques ou d'accroître l'autonomie énergétique d'un bâtiment d'intérêt général, d'une construction ou installation du cœur* ».

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
La FFCAM représentée par Bénédicte CAZANAVE, sa Présidente, est autorisée à installer 2 panneaux photovoltaïques (PPV) au sol provisoires et démontables au refuge du Pré de la Chaumette.

Article 2 : Prescriptions
La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. installation de 2 panneaux disposés à l'arrière du refuge sur une structure légère au sol,
2. les panneaux seront démontés à la fin de la saison estivale.
3. la gestion du chantier devra respecter les règles applicables en cœur de parc national :
    - prendre des précautions permettant de réduire l'impact des travaux sur la flore avoisinante,
    - éviter les pollutions résultant du chantier : par écoulement de laitance de mortier, par agrégats dans les cours d'eau, par dépôt d'huiles des engins, par nettoyages divers, par stockages éventuels de matériaux,
    - aucun déchet ne pourra être stocké en dehors des containers prévus à cet effet,
    - stockage, tri, collecte et évacuation des déchets et résidus de chantier hors du cœur du parc national vers les installations de traitements autorisées.

Article 3 : Règles de caducité
Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable. Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations
Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication
La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : *http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs*).

À GAP, le 19/08/2024

Le directeur adjoint du Parc national des Écrins
Samuel SEMPE



copie : secteur du Champsaur-Valgaudemar

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.